



[Imprimer cet article](#) | [Fermer cette fenêtre](#)

Les banques françaises lâchent du lest sur les fonds propres

mercredi 14 septembre 2011 17h30

par Matthieu Protard

PARIS (Reuters) - Les banques françaises, qui ont vu leurs cours de Bourse s'effondrer, cèdent à la pression des marchés financiers, en annonçant des mesures visant à renforcer leurs fonds propres pour faire face à la crise de la dette au sein de la zone euro.

En l'espace de 48 heures, BNP Paribas et Société générale, considérées par certains analystes comme sous-capitalisées, ont, l'une après l'autre, indiqué qu'elles allaient pour ce faire céder des actifs et réduire la voilure dans certaines activités, et notamment dans la banque de financement et d'investissement (BFI).

La SocGen espère ainsi libérer quatre milliards d'euros de fonds propres supplémentaires pour atteindre un ratio de solvabilité supérieur à 9% fin 2013, tandis que la BNP veut un ratio de 9% dès le 1er janvier 2013, c'est-à-dire sans attendre l'entrée en vigueur progressive des normes de Bâle III.

"Le cas des banques allemandes mis à part, les banques françaises sont entourées de banques européennes dont les régulateurs nationaux vont exiger plus de fonds propres", commente Christophe Nijdam, analyste chez Alphavalue. "Du coup sous la pression des marchés, elles vont accélérer le renforcement de leur capital."

L'analyste rappelle à cette occasion qu'à la différence de la France et de l'Allemagne, des pays comme l'Italie, la Grande-Bretagne ou encore la Suisse exigent désormais de leurs établissements de crédit des ratios de solvabilité financière supérieurs au minimum exigé par la nouvelle réglementation bancaire de Bâle III.

Le comité de Bâle, chargé de la réglementation des banques, va exiger des banques qu'elles affichent un minimum de 7% de fonds propres, auxquels viendra s'ajouter un complément de capital de l'ordre de 2% pour les établissements considérés comme systémiques, soit un minimum total de 9%.

"VILLAGE GAULOIS"

Les banques françaises n'ont jamais manifesté d'empressement à devancer les attentes du marché, en augmentant significativement leurs fonds propres.

"La situation du village gaulois n'était plus tenable", souligne l'analyste.

S'appuyant sur les résultats des tests de résistance menés sur le système bancaire européen et soutenues par les pouvoirs publics, les banques françaises ont martelé ces derniers mois qu'elles étaient suffisamment

capitalisées, excluant tout besoin d'appel au marché.

Réagissant à l'abaissement des notes de crédit de la SocGen et du Crédit agricole, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a d'ailleurs réaffirmé mercredi que les banques françaises n'avaient pas besoin d'argent frais pour faire face à leurs engagements.

L'attitude des dirigeants bancaires et des responsables politiques français tranche singulièrement avec les estimations plus alarmistes du Fonds monétaire international.

Fin juillet, le FMI estimait ainsi que les établissements bancaires français souffraient de sous-capitalisation par rapport à leurs concurrents européens. Il allait même plus loin en affirmant que les banques hexagonales devaient réduire leur dépendance aux financements court terme, en allongeant par exemple la maturité de leurs financements.

DES RISQUES LIÉS AUX CDS

Mais avec l'effondrement de leurs cours de Bourse, les banques françaises se retrouvent avec des marges de manoeuvre extrêmement limitées pour augmenter leurs fonds propres par augmentation de capital.

"Faire des augmentations de capital à ces prix-là, c'est tout de même diluer très fortement les actionnaires minoritaires", remarque Alexandre Hezez, directeur de la gestion chez Convictions Asset Management. "Elles ne le feront que si elles sont acculées à le faire."

Les investisseurs sont d'autant plus inquiets pour les banques en Europe que leur solidité dépend de l'état de santé des Etats dont elles dépendent. Sur fond de crise dans la zone euro, les tensions sur le "credit-default swap" (CDS) de la France n'ont pas arrangé la situation des banques françaises.

"Les banques françaises sont tombées de leur piédestal", souligne le directeur de la gestion de Convictions AM. "Le feu aux poudres est effectivement le risque (de la dette) périphérique mais surtout la dégradation des CDS français."

"Les risques des banques se calent sur les CDS de leurs Etats", ajoute Alexandre Hezez.

Le décrochage des valeurs bancaires en août a d'ailleurs coïncidé avec la forte hausse des CDS de la France.

Edité par Jean-Michel Bélot

© Thomson Reuters 2011. All rights reserved. Users may download and print extracts of content from this website for their own personal and non-commercial use only. Republication or redistribution of Thomson Reuters content, including by framing or similar means, is expressly prohibited without the prior written consent of Thomson Reuters. Thomson Reuters and its logo are registered trademarks or trademarks of the Thomson Reuters group of companies around the world. Thomson Reuters journalists are subject to an Editorial Handbook which requires fair presentation and disclosure of relevant interests.

Thomson Reuters journalists are subject to an Editorial Handbook which requires fair presentation and disclosure of relevant interests.